

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

**9 rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC-SUR-MER****☎ 05.56.73.29.26****EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS****SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 17 FÉVRIER 2022
D17022022/14**

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA
Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE,
Jean-Louis BRETON, Jean-Luc PIQUEMAL, Catherine ROBINEAU,
Christian BOURNIGAL, Pascale COLMET-MARZAT, Hervé CAZENAVE,
Alexia BACQUEY, Jean-Yves MAS, Chantal PARISE, Dominique PATRAS,
Marie-Hélène GIRAL, Evelynne MOULIN, Marie-Dominique DUBOURG, Liliane
DUBOIS.

ETAIENT REPRESENTES :

Frédéric QUILLET donne pouvoir à Florence LEGRAND
Catherine GIANNORSI donne pouvoir à Jean-Marc SIGNORET
Patrick BURAN donne pouvoir à Christian BOURA
Adrien DEBEVER donne pouvoir à Laurent PEYRONDET
Véronique CHAMBAUD donne pouvoir à Dominique PATRAS
Jean-Marie REVAILLER donne pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET
Bernard LOMBRAIL donne pouvoir à Xavier PINTAT

ETAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Stéphane MARGALEF, Karine FORGERON, Jean-Marie BERTET,
Valérie DA COSTA OLIVERA, Tony TRIJOLET, Jacques BIDLUN, Christine GRASS.

Membres suppléants
remplaçant un membre
titulaire :

Membres suppléants

Dominique JOANNON

SECRETAIRE DE SEANCE :

Florence LEGRAND

**Objet : RESSOURCES HUMAINES – RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL SUR UN EMPLOI
PERMANENT A TEMPS NON COMPLET DONT LA QUOTITE DE TRAVAIL EST INFÉRIEURE A
50 % - ARTICLE 3-3-4° DE LA LOI n° 84-53 DU 26 JANVIER 1984**

Rapporteur : Xavier PINTAT, Président

Vote : UNANIMITE

Monsieur le Président rappelle au Conseil Communautaire que, conformément à l'article 3-3-4° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, un emploi permanent à temps non complet inférieur à 17h30 peut être occupé par un agent contractuel dans toute collectivité et tout établissement public, sans condition de seuil démographique.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-3-4° ;

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu les besoins supplémentaires d'une accueillante remplaçante à temps non complet dans les lieux d'accueil Enfants Parents (L.A.E.P.),

Le Président propose au Conseil Communautaire :

- la création au tableau des effectifs d'un emploi permanent d'accueillant remplaçant des Lieux d'Accueil Enfants Parents correspondant au grade d'agent social territorial de la filière médico-sociale de catégorie C, pour un temps non complet allant de 1,5 à 7 heures mensuelles à compter du 1^{er} mars 2022.

En raison de la quotité de temps de travail proposée, le recrutement d'un contractuel est privilégié. Monsieur le Président propose donc l'établissement d'un contrat à durée déterminée d'une durée de 1 an, renouvelable par reconduction expresse. La durée des contrats successifs ne peut excéder un total de six années. A l'issue de la période maximale de six années, le contrat ne peut être reconduit que par une décision expresse et pour une durée indéterminée, en application de l'article 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice minimum de traitement de la fonction publique.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 10 février 2022, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

DECIDE

- De créer, au tableau des effectifs, un emploi permanent d'accueillant remplaçant des Lieux d'Accueil Enfants Parents correspondant au grade d'agent social territorial de la filière médico-sociale de catégorie C, pour un temps non complet allant de 1,5 à 7 heures mensuelles à compter du 1^{er} mars 2022.
- D'établir un contrat à durée déterminée d'une durée d'1 an, renouvelable par reconduction expresse. La durée des contrats successifs ne pourra excéder un total de six années. A l'issue de la période maximale de six années, le contrat ne pourra être reconduit que par une décision expresse et pour une durée indéterminée, en application de l'article 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 23

Nombre de suffrages exprimés : 30

Vote : Pour : 30 Contre : / Abstention : /

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS
ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS
COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 17 FÉVRIER 2022



LE PRESIDENT,

Xavier PINTAT
Xavier PINTAT
Maire de Soulac-sur-Mer
Sénateur Honoraire de la Gironde